



Notre syndicalisme après les élections

Quels enseignements le mouvement social, et en particulier notre syndicalisme, peut tirer de l'élection présidentielle, premier volet de la séquence électorale en cours ?

De façon inédite les sortants ont été délogés comme jamais avec dans l'ordre, l'élimination de Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls et Fillon. Cela rend incertain l'avenir des deux principaux partis structurant la vie politique française tout en faisant vaciller le présidentialisme de la Ve république.

Un effet différé du mouvement contre la loi travail

Si le score particulièrement élevé d'une candidature de gauche antilibérale résulte d'une dynamique propre, il est également une conséquence du mouvement social de 2016 contre la loi travail dans lequel le SNUipp avec la FSU ont pris toute leur place. Mobilisation et travail de conviction des organisations syndicales, occupation des places de Nuit debout, hashtag #onvautmieuxqueça, soutien majoritaire de la population... ont permis qu'un quart des salarié-es se rassemble autour de cette candidature. Pour partie, ce vote traduit politiquement et de façon différée ce mouvement social tout en validant l'orientation syndicale de contestation des politiques libérales et austéritaires.

Une lutte contre l'extrême-droite à amplifier

De façon prévisible, l'extrême-droite a accédé au second tour de l'élection, mais avec un score moins important que prévu. L'offre politique vraiment à gauche et la dynamique de campagne ont enrayé sa progression.

Toutefois son score au 2e tour et les 10,6 millions de voix obtenues par Le Pen sont un fait sans précédent. C'est quasiment le double de voix par rapport au 2nd tour de 2002.

La progression des idées d'extrême-droite et le vote pour le FN sont beaucoup moins importants chez les salarié-es proches d'un syndicat que dans le reste de la population. Notre syndicalisme doit poursuivre et développer son travail d'éducation populaire pour lutter contre le racisme, ciment de ce parti néo

fasciste, tout en continuant à en dénoncer l'imposition sociale. Cela est d'autant plus nécessaire que le milieu enseignant n'est plus tout à fait « imperméable » aux idées de l'extrême-droite.

Un président élu par défaut, sans adhésion

Seul-es 16 % des électeurs-trices de Macron du second tour ont mis en avant le programme dans la motivation de leur vote contre 43 % le rejet de Le Pen. Le président de la République aura été élu par défaut, sans adhésion majoritaire à son projet mais comme simple réceptacle d'un vote « utile » dès le premier jusqu'au second tour, en bénéficiant d'un concours de circonstances plus que favorable. Le nombre record de 4 millions de votes blancs et nuls ajouté aux 25 % d'abstention fragilisent encore davantage sa légitimité.

Rassembler le syndicalisme de lutte et de transformation sociale

Malgré les difficultés, le syndicalisme a largement contribué à écarter, pour un temps, le danger néofasciste de la tête de l'État. Avec les composantes du mouvement social, il aura un rôle majeur pour combattre le danger libéral, plus présent que jamais, en lui infligeant de nécessaires défaites et contribuer à imposer des alternatives de transformation sociale. Cela oblige par ailleurs le syndicalisme à se renforcer. Numériquement en gagnant en adhésion et en audience auprès des salarié-es mais également dans son organisation. L'enjeu est aujourd'hui de dépasser le morcellement actuel du syndicalisme de transformation sociale.

La FSU, par son histoire et sa place particulière, en faisant le choix d'une autonomie provisoire couplée à une volonté de réunification du syndicalisme de lutte, a un rôle central à jouer.

Et ce, sur deux niveaux.

En construisant l'unité d'action la plus large face aux attaques contre les acquis sociaux et pour conquérir de nouveaux droits en rassemblant un maximum d'organisations syndicales.

En proposant un cadre souple de coordination ●●●

••• aux organisations CGT et Solidaires avec lesquelles elle travaille et mobilise les salarié-es depuis plusieurs années, dans un objectif de rassemblement pour lutter contre les politiques libérales et recomposer à terme le syndicalisme de transformation sociale.

Rassembler le mouvement social et au-delà

Au-delà de ce seul aspect, d'autres questions se posent. Dans ce contexte, quelle configuration pour

rassembler le mouvement social ?

Quelles actions seraient envisageables entre des forces politiques et le mouvement social tout en respectant son autonomie ? Quelles co-productions seraient possibles pour populariser un autre projet pour une autre société ?

Il nous faudra apporter des réponses à ces questions importantes dans les prochains mois pour défaire le danger libéral et combattre plus que jamais le danger néo-fasciste toujours si dangereusement présent.

Le libéralisme débridé de Macron, première analyse de son projet

Une amplification des politiques précédentes

Si la réalisation du programme de Macron va dépendre du rapport de forces à l'issue des législatives, son projet prévoit d'amplifier les politiques de réformes libérales et d'austérité budgétaire menées ces dernières années, et notamment au cours du quinquennat précédent.

Ne touchant pas aux inégalités de revenus qui se creusent sous l'effet de ces politiques et de la financiarisation de l'économie, son programme entend s'attaquer aux droits des salarié-es. Macron entend amplifier la casse du code du travail avec le plafonnement des indemnités de licenciement, la remise en cause de la hiérarchie des normes élargie notamment aux conditions de travail et aux salaires, la possibilité pour les employeurs de recourir au référendum d'entreprises et donc au chantage à l'emploi... En accompagnant cela d'une remise en cause des droits à assurance chômage pour 7 millions de salarié-es privé-es d'emploi.

D'autres réformes suivraient comme la refonte du système actuel de retraite pour poursuivre la baisse des pensions sous

couvert de transparence avec les comptes notionnels, la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique, l'assèchement des ressources de l'État à hauteur de 60 milliards supplémentaires entraînant une dégradation supplémentaire des services publics, une réforme fiscale favorable aux hauts revenus...

Une école libérale renforçant autonomie, individualisation, externalisation...

Sur le terrain de l'école le libéralisme est également de mise. Le programme de Macron brandit l'étendard de « l'égalité des chances » en ignorant sciemment le sous-investissement structurel de l'école comme la ségrégation sociale.

La première mesure porterait sur le dédoublement d'une partie des CP et CE1 en éducation prioritaire dès la prochaine rentrée en supprimant pour cela les postes de maîtres supplémentaires tout juste créés.

Figurent également dans son programme :

- la volonté d'une individualisation des apprentissages dès la maternelle

- l'autonomie, éternel poncif

libéral, avec la totale liberté laissée aux communes sur l'organisation de la semaine scolaire et avec la possibilité de recruter des enseignant-es directement par les établissements dans le secondaire (pour l'instant...);

- la croyance magique que l'externalisation de la difficulté scolaire via les stages de remise à niveau et l'accompagnement éducatif va enrayer les inégalités scolaires ;

- une proposition miroir aux alouettes de formation continue qui reprend exactement les obligations de service actuelle ; Autonomie, individualisation, externalisation... à l'instar d'autres projets libéraux, l'école de Macron est plus qu'éloignée de notre projet d'une école démocratisée et du « tous et toutes capables ».

Quelle stratégie syndicale mettre en œuvre pour s'opposer à ce projet, dont le démantèlement programmé des plus de maîtres, tout en faisant avancer notre propre projet pour l'école qui porte une toute autre ambition de transformation du système éducatif liée aux maîtres en plus et à la diminution des effectifs dans les classes par exemple ? Ce conseil national permettra d'en débattre.